

PREFET DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE

Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie d'Ile-de-France

Bobigny, le 21 février 2011

Unité territoriale de la Seine-Saint-Denis

Affaire suivie par : Claire-Marie N'GUESSAN
claire-marie.nguessan@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 01 48 96 90 84 Fax 01 48 95 04 77

Rapport de l'inspection des installations classées

Préfecture de la Seine-Saint-Denis

Commune de Stains

Dossier n° 93 S 36 00057 A

Gidic n° 65 6457

Classement ICPE:

AP du 24 novembre 1998 et APC du 20/08/2008

AP MED du 24/04/2009 – rejets atmosphériques

APC en cours pour passage CODERST sur les installations existantes

Situation actuelle : chaufferie fioul seule

R 2910-A-1 [A] : 2 chaudières fioul bridées à <100 MWth

R 1432-2-a [A] : En place, 3 cuves 3*1420 m³ de fioul lourd TIBTS
+ cuve FOD du GE aérien 30 m³ En cours, pour passage à 1 cuve N°1

R 1434.2[A] : installation de déchargement de fioul lourd

R 2920 [NC] : 2 compresseurs d'air 2*15 kW

Situation future: chaufferie fioul + bois

Voir proposition d'AP mis à jour suite en PJ.

SDCSD Nord

1, rue Hennequin - STAINS

Coordonnées:

M. SUFYAR, resp. production et réseau Agence Nord : 01 48 27 96 95

M TOUSSAINT : resp. site

Correspondant chaufferie bois :

M CREUSOT 06.315.615.97. Philippe.creusot@cofely-gdfsuez.com

BERIM (MOE) 01.41.83.36.36

M THITRY : 06.70.74.83.21

Siège social

Tour Pleyel - 153 Bvd Anatole France - 93200 Saint-Denis

Adresse administrative :

A l'attention de M Rémi HEUZEL - ELYO SUEZ - Directeur
Agence Nord - Tour PLEYEL - 53 boulevard Anatole France -
3 93 521 SAINT DENIS

Communications BE93 du :

•26/07/2010 recue UT 27/07/2010

•18/11/2010 recue UT 22/11/2010

Objet : Dossier de demande d'autorisation d'exploiter une chaufferie bois – Mise à jour de l'arrêté préfectoral à la suite du CODERST et des commentaires recus de l'exploitant

Références : Installation en projet

-11/06/2010 : Rapport de l'inspection – retour enquête publique / proposition d'arrêté préfectoral

-01/07/2010 : Présentation au CODERST du projet d'arrêté préfectoral

1.CONTEXTE

1.1.Installation existante : chaufferie fioul

Le site, comprenant 2 chaudières fioul, est en exploitation depuis 1974. Il fonctionne en réseau maillé avec les 2 centrales de Saint Denis : Est (60 MWth) et Fabien (30 MWth). Il est réglementé par l'arrêté préfectoral du 24/11/1998, l'arrêté préfectoral complémentaire du 20/08/2008 et les prescriptions de l'arrêté ministériel du 30/07/2003 sont applicables de plein droit.

Un arrêté préfectoral complémentaire (APC) « *Limitation des puissances des chaudières fioul et exploitation avec une seule cuve fioul* » est en cours d'instruction : un 1er passage au CODERST de Mai 2010 a été réalisé, suivi de commentaires de l'exploitant. En conséquence, la proposition d'arrêté préfectoral complémentaire a été modifiée et complétée en y intégrant la problématique des cuves fioul (voir paragraphe ci-dessous). Un rapport de l'inspection est en cours d'instruction pour passage de cet arrêté préfectoral complémentaire en CODERST du fait des compléments apportés.(Cf. Rapport DRIEE du 14/02/2011)

Les installations sont soumises à la directive IPPC (chaufferie de plus de 50 MWth). L'exploitant a fourni un bilan de fonctionnement le 10/08/2007 validé par l'inspection le 05/10/2007 comme complet et recevable. Le prochain bilan est à fournir en 2017.

1.2.Projet d'extension : création d'une chaufferie bois complémentaire

L'exploitant a déposé en Mars 2009 la deuxième version du Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter (DDAE), dossier jugé complet et régulier par l'inspection dans son rapport du 10/07/2009. A la suite de l'enquête publique qui s'est déroulée du 21 septembre 2009 au 21 octobre 2009, une proposition d'arrêté préfectoral (AP) a été faite par l'inspection dans son rapport du 11 juin 2010.

2.SUITE DONNÉE AU CODERST DU 1ER JUILLET 2010

A la suite du CODERST du 1^{er} juillet 2010 ayant rendu un avis favorable au projet d'arrêté préfectoral, la Préfecture a transmis à l'exploitant le 2 juillet 2010 le projet d'arrêté. L'exploitant a transmis par courrier au Préfet daté du 9 juillet 2010 ses remarques concernant 4 sujets pour lesquels il souhaite un réexamen. Une réunion a été organisée sur place le 08/09/2010 en présence de :

- BSPP (bureau de la prévention) : MM ALLAIN, CORDONNIER
- BSPP (intervention 93) : M GOMEZ
- DRIEE-UT93 : CM NGUESSAN et P HERITIER
- SDCSD : MM CREUSOT, SUFYAR
- Mairie de St Denis : M COTTOUR (directeur des bâtiments et de l'architecture)

A la suite de cette réunion et du mail de l'inspection du 08/09/2010, l'exploitant a transmis par courriers des réponses et nouveaux éléments :

- Courrier du 18/10/2010 : compléments suite à la réunion du 08/09/2010 (cuve fioul, présence humaine, ammoniac, bassin de confinement des eaux incendies, chaudières fioul, murs coupe-feu à venir)
- Courrier du 05/11/2010 : plans réglementaires mis à jour, Étude de dangers (EDD) mise à jour avec modification du positionnement du mur coupe feu

Ce rapport présente la synthèse de ces différents éléments et les propositions de l'inspection en conséquence.

Il convient en préambule de mettre en avant que deux nouveaux arrêtés ministériels ont été signés et publiés au JO depuis le passage en CODERST de juillet et sont donc applicables.

•**l'arrêté ministériel du 23/07/10** relatif aux chaudières présentes dans les installations de combustion d'une puissance thermique supérieure ou égale à 20 MWth autorisées ou modifiées à compter du 1er novembre 2010, publié au JO du 15/09/2010. Cet arrêté est applicable « *dans les mêmes conditions¹, à la partie modifiée ou à l'extension d'une installation lorsque cette modification ou extension a conduit au dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation. Les installations de combustion dont l'exploitation ou la modification a été autorisée avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté restent régi par les dispositions précédemment en vigueur* » (article 2) ; cet arrêté est donc applicable à la chaufferie bois. Il remplace dans le cas de notre dossier l'arrêté du 20/06/2002, l'arrêté ministériel du 30/07/03 restant applicable à la partie existante (chaufferie fioul). Ce point a été pris en compte dans l'arrêté préfectoral. Certaines de valeurs limites sont plus sévères(voir point 5.6 ci dessous).

¹cad, autorisée à compter de la date de l'entrée en vigueur (article 1)

• **l'arrêté ministériel du 03/10/10** relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, publié au JO du 16/11/2010. Les prescriptions de ce texte sont applicables en totalité uniquement pour les installations dont le dépôt de DAE ou d'extension est postérieur à l'arrêté précité + 6 mois . Pour les installations existantes, uniquement certaines prescriptions sont applicables et un échéancier est prévu (cf. article 1er de ce texte). Les installations de stockage de la SDCSD ne sont concernées que par ces dernières prescriptions.

⇒ **Ces deux textes sont cités dans le projet d'arrêté préfectoral (Cf. Article 1.9.1)**

La 1ère pierre de la chaufferie bois a été posée le 21 décembre 2010.

3. PRISE EN COMPTE DANS LE PROJET D'ARRÊTÉ DES ARRÊTÉS PRÉFECTORAUX EN VIGUEUR ET DE L'ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE EN COURS D'INSTRUCTION

- arrêtés préfectoraux existants

Étant donné que la construction de la chaufferie bois n'était pas assurée, la proposition d'arrêté de la chaufferie bois indique à l'article 1.1.2 que celui-ci sera applicable uniquement à la date de mise en service de l'extension, et qu'il abrogera et remplacera à cette date les 2 arrêtés actuellement en vigueur à savoir, l'arrêté préfectoral de 1998 et l'arrêté complémentaire de 2008.

- arrêté préfectoral complémentaire en cours d'instruction

L'arrêté complémentaire en cours d'instruction (Cf. Rapport DRIEE du 14/02/2011) comprend

- des prescriptions applicables au fonctionnement des chaudières fuel qui resteront applicables à la mise en service de l'extension bois. Elles sont reprises dans l'arrêté préfectoral .
- des prescriptions relatives à la mise à l'arrêt à court terme des deux cuves fuel . Ces prescriptions ne sont pas reprises dans l'arrêté préfectoral bois, il ne pourra être abrogé qu'au terme de la réalisation effective des travaux demandés.

Points en suspens

3.1. Cuves fioul

a) Point en suspens

La mise hors service et la destruction de 2 cuves sur 3 était demandée sur le projet d'arrêté préfectoral présenté en CODERST (article 1.2.4 et titre 10).

Dans son courrier du 9 juillet 2010, l'exploitant indique que dans le DAE, il proposait de convertir une des cuves en réserve d'eau et de n'en conserver que deux en exploitation (page 35 de l'étude de dangers).

b) Problématique

Le nombre et le numéro des cuves fioul à maintenir en service ont été discutés à plusieurs reprises au cours de l'instruction de la demande d'autorisation d'exploiter (Cf. rapport de l'inspection du 11/06/2010). La problématique est liée :

- Au respect de l'Instruction technique du 9 novembre 1989, jointe à la circulaire du même jour (couramment appelé IT89). Cette circulaire est applicable aux installations de plus de 1500 m³ réel, c'est à dire dès qu'une 2^{ème} cuve est opérationnelle sur le site de Stains. Elle devait être prise en compte prioritairement sur les installations de plus de 10 000 m³. Bien que non listée dans l'arrêté préfectoral en vigueur sur le site de 1998, elle est applicable. Elle impose notamment

- des mesures de protection incendie (articles 8 et suivants)
- des distances d'éloignement (articles 1 (cuve) et 19 (rétention) imposant une distance de 50 m minimum²). La construction de locaux sur le terrain mitoyen du site en 2010 (sur un terrain anciennement occupé par SDCSD) impacte sur le respect de ces prescriptions.

- Aux conditions d'intervention des pompiers, en particulier les problématiques d'accessibilité.

Il a été formellement demandé par la BSPP dans son avis du 09/04/2010 confirmé par mail du 04/06/2010 de mettre hors service 2 cuves sur 3, les installations actuelles ne respectant pas l'IT89 et de les démanteler. Cette demande avait donc été reprise dans la proposition d'AP présentée en CODERST de juillet 2010.

² Environ 20 m en appliquant la formule. Maximum des deux chiffres applicable

L'exploitant souhaite maintenir en place plus d'une cuve, la 2^{ème} (et 3^{ème} ?) étant utilisé en « secours de la cuve exploitée ». Par secours, l'exploitant « entend la possibilité de disposer d'une cuve pour la remplir du fuel contenu dans la première si celle-ci venait à fuir ou à ne plus pouvoir être utilisée le temps des réparations et après informations préalable du STIIC »³. Il propose de réaliser un accès direct en voirie lourde jusqu'à la cuve conservée ou à « conserver la cuve la plus proche et donc la plus accessible ».

c) Réunion du 08/09/2010

Au cours de la réunion, l'obligation de maintien en service d'une 2^{ème} cuve pour le fioul (uniquement en tant que stockage de secours de la cuve N°1 et non pas pour le stockage de secours+exploitation de la chaufferie fioul) n'est démontré ni par l'exploitant (utilisation éventuelle lors du développement futur du site) ni exigé par la Mairie de St Denis. Il est retenu le fonctionnement des chaudières fioul avec une seule cuve fioul N°1.

La BSPP sollicite le démantèlement des 2 autres cuves pour des raisons d'accessibilité et d'application des procédures d'intervention (impossibilité d'utiliser de l'eau d'une des cuves comme eau incendie : en cas d'incendie, des moyens de protection incendie seraient mis en œuvre systématiquement sur les cuves 2 et 3).

Une variante est proposée par l'exploitant en réunion : l'utilisation de la cuve N°3 en tant que stockage d'eau de secours pour l'alimentation du réseau de chauffage (et non pas en tant qu'eau incendie). Cette possibilité impose simultanément :

- la mise en conformité de la rétention de la cuve N°1 fioul (volume suffisant hors zone de la cuve N°3 => transformation du merlon)
- la création d'une rétention spécifique pour la cuve FOD.

Dans cette configuration, la BSPP maintient cependant toujours sa demande de démantèlement de la cuve N°2.

Si l'exploitant souhaite retenir cette solution, il doit écrire au Préfet pour présenter cette démarche, une solution intermédiaire étant envisageable.

d) Suites données, avis et conclusion

Dans son courrier du 18 octobre 2010, l'exploitant indique qu'il propose donc de détruire la cuve N°2, de remplir la cuve N°3 d'eau et de modifier les rétentions pour être conforme à la circulaire du 09/11/89 et à l'arrêté du 09/11/72.

Réglementairement, l'inspection rappelle que,

- Dans la mesure où seule une cuve est en service (1420 m³), l'instruction technique du 9 novembre 1989, jointe à la circulaire du même jour n'est plus applicable.

- L'arrêté du 09/11/72 vient d'être abrogé par l'article 64-1 de l'arrêté du 3 octobre 2010 (JO du 16/11/2010). Ce texte est remplacé par l'arrêté du 03/10/10 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement selon les conditions présentées en tête de ce rapport. Il convient donc d'intégrer dans la mise à jour de l'arrêté préfectoral,

- les propositions de l'exploitant concernant le mode de fonctionnement des cuves. Ce point a été traité dans le rapport de présentation de l'arrêté préfectoral complémentaire en cours de passage au CODERST (Cf. Rapport DRIEE du 14/02/2011) qui prévoit d'imposer dans un délai de 6 mois le démantèlement de la cuve n°2 et la neutralisation de la cuve n°3 pour ne plus y stocker des liquides inflammables. Ces opérations devraient donc déjà être réalisées lors de la mise en service de la chaufferie bois.

⇒ **L'arrêté préfectoral reprend partiellement les propositions de l'arrêté préfectoral complémentaire en cours de passage au CODERST qui seront encore applicables pour la cuve restante (Cf article 8.4.1) .**

- les modifications réglementaires

⇒ **Les références à l'IT89 et l'arrêté de 1972 sont supprimées de la proposition d'arrêté préfectoral mise à jour. Le nouveau texte du 3/10/10 est cité dans les « arrêtés, circulaires et instructions applicables, » (Cf. article 1.9.1) et rappelé à l'article 8.4.2.**

⇒ **Le titre 10 reprend l'échéancier associé à la mise en conformité avec cet arrêté ministériel.**

³ Courrier du 9 juillet 2010 de l'exploitant.

3.2. Présence humaine permanente

a) Point en suspens

Le projet initial d'arrêté préfectoral préconise une présence humaine permanente en présence de combustible (article 1.2.4).

Dans son courrier du 9 juillet 2010, l'exploitant indique qu'actuellement une présence humaine est assurée en permanence pendant la saison de chauffe et qu'en dehors de cette période, seule la chaufferie bois (de moins de 20 MW) sera en fonctionnement et que cette exploitation ne nécessite pas de présence humaine permanente, d'autant plus que du personnel est présent sur le site de Fort de l'Est.

b) Problématique

La problématique est liée à la différence entre les notions de présence ou surveillance humaine, point d'autant plus délicat que les chaufferies ne sont pas en permanence en fonctionnement, mais surtout prêtes à démarrer en cas de besoin sur le réseau.

Dans l'étude de dangers, l'exploitant indiquait la présence de personnel pendant les heures ouvrées (page 54 de l'étude de dangers), présence précisée à 100 % en hiver (novembre à avril) et de 7h à 17h le reste de l'année (page 80 de l'étude de dangers).

Réglementairement,

Concernant le stockage d'hydrocarbure, le nouvel arrêté préconise à l'article 36, applicable au site de Stains sous un délai de 5 ans, une surveillance spécifique.

Concernant le stockage de bois,

en l'absence d'arrêté ministériel spécifique aux installations de stockage de bois à déclaration sous la rubrique n° 1532, l'arrêté ministériel du 30/09/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement a été pris en référence pour l'élaboration du projet d'arrêté. Cet arrêté préconise:

-Condition 4.2 « La détection automatique d'incendie avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire sauf pour les installations existantes d'un volume inférieur à 5 000 m³ au sein d'établissements dans lesquels une présence humaine est effective en permanence. »

-Condition 11 : « En dehors des heures d'exploitation du stockage, une surveillance du stockage, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence, notamment afin de transmettre l'alerte aux services d'incendie et de secours et de leur permettre l'accès ».

Cette prescription est aussi présente dans l'Arrêté ministériel du 23/12/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Concernant les chaufferies fioul, l'arrêté préfectoral actuel impose une surveillance permanente (condition 18) conformément à l'AM du 23/07/2003.

Concernant la chaufferie bois, l'arrêté ministériel du 23/07/2010 applicable pour la chaufferie bois impose une surveillance permanente (article 28) similaire à celle imposée dans l'AM du 23/07/2003.

c) Réunion du 08/09/2010

Au regard des arguments donnés par SDCSD, il convient de noter en préalable que :

-le fonctionnement de la chaufferie de Fort de l'Est est indépendant de celui du site de Stains

-sur le site de Fort de l'Est, la présence humaine n'est pas imposée ni réalisée de manière permanente sur cette installation (cf condition 68 de l'arrêté préfectoral du 22/09/2000) et n'est pas réalisée de manière effective (cf. rapport d'inspection du 06/04/2009 -« La cogénération fonctionne uniquement du 1^{er} novembre au 1^{er} avril, le reste de l'année seule la chaudière est en fonctionnement. En période de fonctionnement de la cogénération, une présence permanente 24/24, 7/7 est assurée sur le site, le reste de l'année une présence est assurée uniquement de jour, avec des astreintes (passage quotidien) et une télésurveillance. »)

Lors de la réunion de septembre 2010, il est mis en avant que, dans l'Étude de dangers, le scénario incendie évoque la présence de sprinklers au niveau du stockage, proposition non reprise dans la description des moyens de protection. En réunion, l'exploitant confirme qu'il est prévu uniquement une détection incendie pour le stockage bois, une détection+extinction étant mise en œuvre sur les convoyeurs.

En réunion, il est retenu qu'une présence humaine est nécessaire en période de fonctionnement des chaufferies, bois et/ou fioul.

d) Avis et conclusion

Dans son courrier du 18 octobre, l'exploitant indique qu'étant donné que seule une cuve fioul sera maintenue en exploitation, il propose une présence humaine permanente en période hivernale, et en été uniquement de jour, de 7h00 à 17h00 tous les jours de la semaine sauf le WE. En dehors, une astreinte commune pour les 3 sites est proposée.

⇒ **Nous proposons de retenir la présence permanente en période hivernale, limitée en période estivale de 7h00 à 17h00 les jours ouvrés (Cf article 1.2.4). Ces prescriptions sont complétées par les prescriptions issues des textes réglementaires rappelés ci-dessus pour les chaufferies (Cf. article 8.3.3), le stockage fioul (Cf. article 8.4.6) et le stockage bois (Cf. article 8.5.6).**

3.3. Ammoniac

a) Point en suspens

Le projet d'arrêté préfectoral préconise une VLE de 5 mg/Nm³ (article 3.2.2). Dans son courrier du 9 juillet 2010, l'exploitant indique que

-l'arrêté ministériel du 20/06/2002 fait référence à une VLE de 20 mg/Nm³,
-que seule la chaufferie bois de 20 MWth est émettrice d'ammoniac, le teneur des émissions en NOx de la chaufferie fuel étant assurée par des brûleurs bas NOx en cours de mise en place
et souhaite que les BREFS GIC relatifs aux installations de plus de 50 MW à la chaufferie bois ne soient pas pris en compte.

b) Problématique

Dans son DDAE, l'exploitant a prévu la mise en œuvre sur les émissions atmosphériques de la chaufferie bois d'un système d'injection d'urée du traitement non catalytique dit SNCR (page 14 de la lettre de demande du DDAE et article 1.2.4 du projet d'AP) et met en avant que si l'arrêté ministériel de 2002 impose une VLE à 20 (article 7.IV), les MTD GIC indiquent une VLE à 5 (page 45 de l'étude d'impact).

Il convient de rappeler les définitions données à l'article 2 de l'AM du 20/06/2002 :

| | |
|---|--|
| "Installation" | Tout groupe d'appareils de combustion : exploités par un même opérateur et situés sur un même site industriel (enceinte de l'établissement), et qui sont ou peuvent être techniquement et économiquement raccordés à une cheminée commune; |
| "Puissance thermique nominale d'une installation" | La somme des puissances thermiques nominales unitaires de tous les appareils de combustion qui composent l'installation et qui sont susceptibles de fonctionner simultanément. Elle est exprimée en mégawatts thermiques (MWth); |

La puissance thermique nominale de l'installation de référence à prendre en compte correspond donc à la somme des puissances des chaudières fioul et bois et les MTD GIC sont applicables. L'exploitant ne peut faire référence à la faible puissance de la chaufferie bois pour ne pas appliquer les VLE. La circulaire du 10/04/2001 mettait en effet en avant que « *ce combustible devait être réservé à des installations de puissance suffisante pour justifier les investissements nécessaires à l'épuration des gaz de combustion.* »

Les MTD préconisent clairement un niveau d'émission de NH₃ inférieur à 5 mg/Nm³ lors de l'utilisation de SCR ou SNCR.

c) Réunion du 08/09/2010

Il est rappelé à l'exploitant les éléments ci-dessus. L'inspection propose à l'exploitant de transmettre une étude technico - économique justifiant de l'impossibilité d'atteindre la valeur de 5 mg/Nm³.

d) Avis et conclusion

Dans son courrier du 18 octobre 2010, l'exploitant reprend les éléments ci-dessus. Il indique en complément que:

- les cheminées des deux installations sont distantes de 40 m et qu'en conséquence, les deux installations ne sont pas confondues
- que l'ammoniac ne provient pas du combustible utilisé mais du procédé de réduction des oxydes d'azote
- que les VLE ont été imposées à un niveau inférieur aux recommandations européennes du fait de son implantation en petite couronne parisienne,
- que la mise en œuvre d'un autre procédé (procédé catalytique SCR) génère un surcoût d'investissement et d'exploitation respectivement de 20 % et 25 %, et un utilisation de brûleurs à gaz générateur de CO₂

L'arrêté ministériel du 23/07/2010 dans son article 8.III reprend bien la valeur de 5, avec une adaptation possible par le Préfet sur la base d'éléments technico - économique. Étant donné les éléments présentés par l'exploitant

dans son courrier (présentant cependant des imprécisions ou erreurs), nous proposons de prendre en compte la valeur de 20 mg/Nm³, principalement du fait que l'installation bois à une faible puissance.

⇒ **La valeur de 5 mg/Nm³ est remplacée par 20 mg/Nm³ à l'article 3.2.4.**

3.4. Bassin de confinement des eaux incendie

a) Point en suspens

Selon l'exploitant, le projet d'arrêté préfectoral présente une ambiguïté concernant le bassin incendie (article 4.3.1) et le bassin de confinement (article 7.6.5), aussi bien en terme de volume (273 ou 245 m³) que de mode de fonctionnement (bassins confondus ou non).

b) Problématique

L'étude d'impact évoque un bassin de collecte des eaux pluviales, les eaux incendie étant quant à elle collectées soit dans le bassin de décantation (?), soit dans le réseau des eaux pluviales qui est équipé d'une vanne de sectionnement (page 50 de l'étude d'impact). L'estimation des volumes d'eaux pluviales du site présenté en page 53 de l'étude d'impact détermine un volume EP de 273 m³ (pluie décennale) repris dans le projet d'arrêté préfectoral malgré une indication sur les plans de 245 m³. Il n'est pas évoqué de collecte dans la fosse à bois.

L'étude de dangers ne traite pas plus précisément la collecte des eaux incendie (pas de volume précisé ni d'utilisation de la fosse à bois).

Les éléments fournis dans le DDAE étant insuffisants, le projet d'arrêté préfectoral propose la réalisation par l'exploitant d'une note de dimensionnement du bassin de rétention des eaux incendies. A la suite de cette étude, les articles précités seront reformulés si nécessaires.

c) Avis et conclusion

Dans son courrier du 18 octobre 2010, l'exploitant indique que seul un bassin de collecte des eaux pluviales est prévu sur le site, les eaux incendies étant elles aussi collectées dans ce bassin. S'il s'avérait que le bassin des eaux pluviales est plein lors d'un incendie, les eaux seraient dirigées vers la fosse de stockage de bois. Il joint la note de calcul de dimensionnement du bassin d'eaux pluviales à 244 m³.

En l'absence, les prescriptions ne sont pas modifiées (volume max + cumul des volumes).

⇒ **Nous proposons de modifier le volume de eaux de collecte pluviales (Cf. article 4.3.1 et 7.6.5). Cependant, la faisabilité de la collecte des eaux incendies par la fosse bois doit être justifiée. Cette modification demandée n'est pas retenue.**

4. AUTRES MODIFICATIONS

Les modifications ci-après ont été présentées ou rappelées par l'inspection au cours de la réunion de septembre 2010, ou présentées par l'exploitant postérieurement à la réunion (déplacement du mur coupe feu).

4.1. Limitation des puissances des chaudières fioul

Lors de la réunion en Préfecture de Police du 3 Août 2010, en présence de MM SUFYAR et CREUSOT et de Mme NGUESSAN, il a été mis en avant qu'au regard des derniers résultats de rejets sur la chaudières fioul (Cf. rapport de l'inspection de l'action PPC 2010), l'exploitant souhaitait que les puissances respectives des chaudières fioul et le mode de fonctionnement à 60 % de la chaudière N°2 ne soient pas imposées réglementairement (APC et AP chaufferie bois). L'exploitant devait confirmer ce point par courrier en Préfecture. Ces éléments ont été confirmés et traités dans le rapport de l'inspection spécifique de fin 2010 « *Modification des conditions d'exploitation chaufferie fioul- Suite passage au CODERST du 6 Mai 2010 et observations de l'exploitant par courrier du 17/05/2010, 4/06/2010, 4/10/2010 et 18/10/2010* ». Ce rapport propose notamment un APC limitant la puissance totale des chaudières fioul <100 MWth.

Dans son courrier du 18/10/2010, l'exploitant indique que la puissance de son site est limitée dès cette année à 100 MWth.

⇒ **Dans le cadre de l'arrêté préfectoral prenant en compte la chaufferie bois, la puissance totale autorisée de la chaufferie fioul est diminuée à 80 MWth afin de maintenir une puissance totale du site inférieure à 100 MWth. Cf. article 1.2.1**

4.2. Murs coupe feu

Dans l'étude de dangers remise dans le DDAE, le scénario d'incendie du stockage de bois prend en compte la mise en place d'un mur coupe feu 2 heures de 8 m de hauteur sur 3 côtés du bâtiment de stockage bois et un mur coupe feu 2 heures de 6 m de hauteur le long de la limite de propriété afin de protéger les tiers (bâtiment mitoyen).

Dans son courrier du 05/11/2010, l'exploitant transmet une modélisation (et non pas une mise à jour de l'Étude de dangers comme indiqué dans le courrier) prenant en compte des modifications sur les murs coupe feu. Il propose en effet de

- supprimer le mur coupe feu en limite de propriété
- compenser cette perte de protection en
 - augmentant la hauteur du mur coupe feu du bâtiment de stockage (12 au lieu de 8 m),
 - complétant cette protection sur la 4ème façade par
 - un retour de 8 m sur 12 m de hauteur
 - un mur coupe feu partiel entre 5 et 12 m de hauteur

La modélisation, réalisée avec les mêmes données d'entrée que dans l'EDD met en évidence que cette modélisation réduit les flux thermiques et que le mur en limite de propriété n'est plus nécessaire.

⇒ **Étant donné les améliorations apportées par cette proposition, cette modification est intégrée dans la proposition d'arrêté préfectoral. (Cf. Article 7.2.5)**

4.3. Plans du site

Lors de la réunion du 3 août 2010 précité, l'exploitant a été informé que le dernier plan transmis (Ref N°0131-01 – Ind 2) comportait encore des erreurs (Rubrique R1532 et non R1530, suppression de la R2920, indication des résistances des murs CF, N° des chaudières bois) et qu'une nouvelle version devait être transmise par courrier car ce document serait mis en référence au titre 11 de l'arrêté préfectoral.

A la date de la réunion sur site du 08/09/2010, il n'a pas été réceptionné de nouvelle version. Par courrier du 05/11/2010, l'exploitant a transmis un jeu de plans (3*4).

- Vue en plan. N°0131-01 Ind 4 du 03/11/2010. Échelle 1/200
- Vue en plan. N°0131-02 Ind 4 du 03/11/2010. Échelle 1/2500
- Vue en plan. N°0131-03 Ind 4 du 03/11/2010. Échelle 1/250

Ces plans comprennent la modification du mur coupe feu telle que présentée ci-dessus.

⇒ **Ces plans sont intégrés dans la proposition d'arrêté préfectoral . Cf titre 11**

4.4. Conditions de mesure

Il a été ajouté dans le projet d'arrêté préfectoral la référence aux derniers textes réglementaires concernant les conditions de mesures :

- Arrêté ministériel du 07/07/09 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence
- Circulaire du 12/09/06 relative aux Installations classées – Appareils de mesure en continu utilisés pour la surveillance des émissions atmosphériques

⇒ **Cf Article 9.5**

4.5. Agrément des laboratoires

De même, à la suite de modifications réglementaires, il est fait référence en complément dans la projet d'arrêté à l'arrêté ministériel du 11/03/10 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère

⇒ **Cf Article 3.2.1**

4.6.VLE : valeurs limites d'émission .

L'arrêté ministériel du 23/07/10 est applicable aux installations nouvelles ou aux extension des installations à compter du 1er novembre 2010. Par rapport à l'arrêté ministériel du 20 juin 2002, certaines valeurs limites d'émission ont été ajoutées (VLE dans l'air pour HF et HCL) ou modifiées (VLE plus sévères pour les COV – 50 au lieu de 110 mg/m³ , les HAP – 0,01 au lieu de 0,1 mg/m³ , VLE dans les rejets d'eau résiduaire). Ces valeurs limites sont applicables à l'extension .

De même les modalités de surveillance des émissions et notamment les mesures en continu ont été modifiées par ce texte.

Les dispositions du projet d'arrêté préfectoral ont donc été modifiées pour prendre en compte cette modification réglementaire.

⇒ Cf Articles 3.1.9 , 4.3.7 et 9.2.1

4.7.DENOX

⇒ Dans l'ensemble du projet d'AP, le terme DENOX est remplacé par brûleurs bas NOx.

5.PROPOSITION

Les modifications telles que présentées ci-dessus sont intégrées dans la proposition d'arrêté préfectoral jointe à ce rapport.

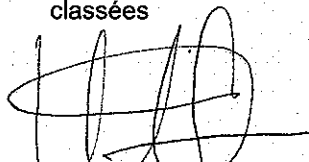
Étant donné les modifications, il n'est pas proposé de nouveau passage au CODERST (puisque la phase actuelle est celle de l'instruction des remarques de l'exploitant après CODERST du 1er juillet 2010).

6.CONCLUSION

Le projet d'arrêté préfectoral a été mis à jour avec l'intégration des évolutions à la suite des commentaires de l'exploitant et de la parution des arrêtés ministériels du 23/07/10 et du 3/10/10. Il est proposé de le mettre à la signature du préfet

Rédacteur

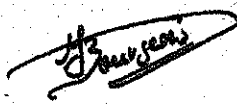
L'inspecteur des installations classées



Claire-Marie NGUESSAN

Vérificateur

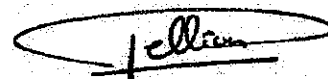
Le chef de l'unité réduction des émissions industrielles



Jean BOURGEOIS

Approbateur

Le chef du service prévention des risques et des nuisances



Antoine PELLION

PJ : proposition d'arrêté préfectoral

